



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

## Direction Régionale Des Finances Publiques de Bretagne et du Département d'Ille et Vilaine

### Travaux de remplacement partiel de la toiture du CFP de Vitré

**DRFIP35-MP-2025-002-VITRE-TOITURE**

### Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

#### Marché de Travaux

<b>Maître d'Ouvrage :</b> Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine Cité administrative – Avenue Janvier – BP 72 102 35 021 Rennes Cedex 9	<b>Maître d'Œuvre</b> SARL VOLT'AIR Concept 22 rue Auguste Beuneux 53000 LAVAL Tel : 02 43 49 02 95 Courriel <a href="mailto:info@voltair.tech">info@voltair.tech</a>
<b>Contrôleur Technique</b> SOCOTEC Construction Ndiack MBODJ  13 Rue du Clos Courtel 35510 CESSON-SEVIGNE Tel : +33 6 04 67 89 00 Courriel : <a href="mailto:Ndiack.MBODJ@socotec.com">Ndiack.MBODJ@socotec.com</a>	<b>Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé</b> Bureau VERITAS Construction M. Jérôme RIVERON 6 rue de la Carrière 35510 CESSON SEVIGNE Tel : 06 72 68 97 00 Courriel : <a href="mailto:jerome.riveron@bureauveritas.com">jerome.riveron@bureauveritas.com</a>
<b>Date et heure limite de remise des plis : 18 SEPTEMBRE 2025 à 12h00</b>	
<b>Date limite pour les visites : 5 septembre 2025 de 9h00 à 16h00</b> <b>Date limite pour toute question : 11 septembre 2025 à 18h00</b>	

Consultation entièrement dématérialisée

Ce document contient **32 pages**

## Table des matières

1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1	Objet / Forme du marché.....	5
1.2	Tranches et Lots.....	5
1.2.1	Modalités d'affermissement des tranches optionnelles.....	5
1.3	Lieu d'exécution des prestations.....	5
1.4	Montant du marché.....	5
1.5	Langue.....	5
2	INTERVENANTS.....	6
2.1	Maître de l'ouvrage.....	6
2.2	Maître d'œuvre.....	6
2.3	Contrôleur technique.....	6
2.4	Coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	6
2.5	Autres intervenants.....	7
3	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
3.1	Pièces particulières.....	7
3.2	Pièces générales.....	7
4	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
4.1	Représentation des parties.....	8
4.2	Formes des notifications et informations.....	8
4.3	Durée et Délais.....	8
4.3.1	Durée du marché.....	8
4.3.2	Délais d'exécution.....	8
4.3.2.1	Dispositions spécifiques concernant le démarrage des travaux.....	8
4.3.2.2	Délais d'exécution global du marché.....	8
4.3.2.3	Période de préparation.....	9
4.3.2.4	Délai d'exécution des travaux.....	9
4.3.2.5	Calendrier détaillé d'exécution des travaux.....	9
4.4	Modalités d'exécution du marché.....	9
4.4.1	Accès au site.....	9
4.4.2	Constat d'état des lieux.....	9
4.4.3	Implantation des ouvrages.....	10
4.4.3.1	Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	10
4.4.3.2	Déclaration préalable de travaux.....	10
4.4.3.3	Piquetage général.....	10
4.4.3.4	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	10
4.4.3.5	Ouvrages non repérés.....	10
4.4.4	Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	10
4.4.4.1	Provenance des matériaux et produits.....	10
4.4.4.2	Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits.....	10
4.4.5	Appareil de mesure.....	11
4.5	Préparation – coordination et exécution des travaux.....	11
4.5.1	Période de préparation – programme d'exécution des travaux.....	11
4.5.1.1	Période de préparation.....	11
4.5.1.2	Organisation – Hygiène et sécurité du chantier.....	12
4.5.2	Exécution des travaux.....	13
4.5.2.1	Tâches essentielles.....	13
4.5.2.2	Réunions de chantier.....	13
4.5.2.3	Registre de chantier.....	13

4.5.3	Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détails.....	13
4.5.4	Équipements, matériaux et produits.....	14
4.5.5	Échantillons.....	14
4.5.6	Prototypes et propriété intellectuelle.....	14
4.6	Contrôles et réception des travaux.....	14
4.6.1	Essais et contrôles des ouvrages exécutés.....	14
4.6.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	14
4.6.3	Réception.....	14
4.6.4	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	14
4.6.5	Documents fournis après exécution.....	14
4.7	Clauses environnementales.....	15
4.8	Traitement de données à caractère personnel.....	15
5	RÉGIME FINANCIER.....	15
5.1	Monnaie et TVA.....	15
5.1.1	Monnaie.....	15
5.1.2	Taux de TVA.....	15
5.1.3	Auto-liquidation.....	15
5.1.4	Frais particuliers.....	15
5.2	Forme et contenu des prix.....	16
5.2.1	Forme des prix.....	16
5.2.2	Contenu des prix.....	16
5.3	Nature des prix.....	16
5.4	Actualisation des prix.....	16
5.5	Révisions des prix.....	17
5.6	Clause de réexamen.....	17
5.7	Cession de créance et nantissement.....	17
5.8	Garantie financière.....	17
6	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	18
6.1	Avance.....	18
6.2	Approvisionnement.....	18
6.3	Établissement des états d'acompte.....	18
6.4	Demande de paiement final.....	19
6.5	Décompte général – Solde.....	19
6.6	Modalités de transmission des demandes d'acomptes et factures.....	20
6.7	Délai global de paiement.....	21
6.8	Paiement des cotraitants.....	22
6.9	Paiement des sous-traitants.....	22
6.10	Travaux non prévus.....	22
6.10.1	Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution.....	22
6.10.2	Travaux modificatifs.....	22
6.10.3	Dépassement du montant initial des travaux, décision de poursuivre.....	23
6.10.4	Prestations similaires.....	23
7	PRIMES ET PÉNALITÉS.....	23
7.1	Primes.....	23
7.2	Pénalités.....	23
7.2.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	24
7.2.2	Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier.....	24
7.2.3	Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	24
7.2.4	Pénalités liées à la remise des documents.....	24
7.2.5	Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS.....	25
7.2.6	Retard dans les levées de réserves après réception.....	25
7.2.7	Autres pénalités.....	25
7.2.8	Plafonnement des pénalités.....	25
7.2.9	Seuil d'exonération des pénalités.....	25

8 RÉFACTION.....	26
9 GARANTIES.....	26
9.1 Retenue de garantie et cautionnement.....	26
9.2 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières.....	26
9.2.1 Garantie de parfait achèvement.....	26
9.2.2 Garanties particulières.....	26
9.3 Responsabilité et assurances.....	26
9.3.1 Responsabilité.....	26
9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	26
9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale.....	27
9.3.4 Dispositions communes.....	27
10 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	28
10.1 Justificatifs sociaux.....	28
10.2 Modifications relatives à la situation au titulaire du marché.....	28
10.2.1 En cas de changement de dénomination sociale du titulaire.....	28
10.2.2 En cas de nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire.....	29
10.3 Redressement ou liquidation judiciaire.....	29
11 CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	29
11.1 Co-traitance.....	29
11.2 Sous-traitance.....	29
12 RÉSILIATION.....	30
13 DIFFÉRENDS – LITIGES.....	31
14 CLAUSES DIVERSES.....	31
14.1 Conduite des prestations dans un groupement.....	31
14.2 Saisie-arrêt.....	31
15 ANNEXES.....	31
16 DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....	31

# **1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

## **1.1 Objet / Forme du marché**

Le présent marché est passé selon la procédure prévue aux articles L. 2123-1 et R.123-1 à R. 2123-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet le remplacement partiel de la toiture du Centre des Finances Publiques (CFP) de Vitré situé 7 place du Champ de Foire (35).

Le CCAG de référence : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR: ECOM2106871A).

## **1.2 Tranches et Lots**

Le marché est un marché à tranches optionnelles comprenant

- une tranche ferme concernant le remplacement partiel de la toiture de Vitré
- une tranche optionnelle concernant la fourniture et pose de panneaux en fibres de bois et accessoires suite au constat de leur état après dépose des ardoises comme détaillé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

### **1.2.1 Modalités d'affermissement des tranches optionnelles.**

Le pouvoir adjudicataire bénéficie d'un délai de deux années à compter de la notification du marché pour affermir la tranche optionnelle.

La tranche optionnelle, si elle est affermie le sera par ordre de service (OS). Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée en cas d'absence d'affermissement de la tranche optionnelle.

## **1.3 Lieu d'exécution des prestations**

CFP DE Vitré

7 Place du Champ de Foire

35500 VITRE

## **1.4 Montant du marché**

Le montant global de l'investissement est estimé à

QUATRE-VINGT-CINQ MILLE EUROS Hors Taxe (85 000 € HT) au titre de la tranche ferme ;

TREIZE MILLE TROIS CENT EUROS Hors Taxe (13 300 € HT) au titre de la tranche optionnelle.

## **1.5 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

## **2 INTERVENANTS**

### **2.1 Maître de l'ouvrage**

Le pouvoir adjudicateur du présent marché est la Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et d'Ille et Vilaine (ci-après dénommée DRFIP 35 ou pouvoir adjudicateur ou maître de l'ouvrage) :

**Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et  
du département d'Ille-et-Vilaine**

Cité administrative

Avenue Janvier – BP 72 102

35 021 Rennes Cedex 9

représentée par :

Mme Sandra MACE

Responsable de la division Budget Immobilier Logistique

### **2.2 Maître d'œuvre**

SARL VOLT'AIR Concept

22 rue Auguste Beuneux

53000 LAVAL

Tel : 02 43 49 02 95

Courriel [info@voltair.tech](mailto:info@voltair.tech)

### **2.3 Contrôleur technique**

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par SOCOTEC et comportant les missions suivantes :

- la sécurité des personnes dans les constructions achevées portant sur des établissements recevant du public (SEI) ;
- la prévention des défauts de solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables (L, LE) ;

SOCOTEC Construction

13 Rue du Clos Courtel

35510 CESSON-SEVIGNE

Ndiack MBODJ

Tel : 06 04 67 89 00

Courriel : [Ndiack.MBODJ@socotec.com](mailto:Ndiack.MBODJ@socotec.com)

### **2.4 Coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)**

Les travaux de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail).

L'opération de catégorie 2 fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, assurée par :

Bureau VERITAS Construction

6 rue de la Carrière

35510 CESSON SEVIGNE

Jérôme RIVERON

Tel : 06 72 68 97 00

Courriel :jerome.riveron@bureauveritas.com

## **2.5 Autres intervenants**

Les utilisateurs du site seront présents dans les locaux durant le chantier.

Les entreprises ou le groupement d'entreprises de travaux s'adresseront :

- au maître d'œuvre pour toutes questions techniques
- au maître d'ouvrage pour toutes les questions administratives.

Il sera consigné au compte rendu de la première réunion de lancement du chantier les préconisations que les entreprises devront respecter quant à l'organisation et aux accès et circulation sur site.

## **3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les documents contractuels régissant le marché sont énumérés par ordre décroissant d'importance, selon l'ordre de citation ci-dessous :

### **3.1 Pièces particulières**

- l'acte d'engagement, ses annexes et éventuels avenants ultérieurs ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- les plans ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accompagné de ses annexes ;
- Le(s) formulaire(s) DC4 (déclaration de sous-traitance) et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- les autres pièces de l'offre du titulaire ;
- Les formulaires DC1 et DC2 ;
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
- le RICT ;
- Le DAAT.

**Le dossier original constitué de ces pièces, et conservé par l'administration, fait seul foi.**

### **3.2 Pièces générales**

- le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ou dans sa dernière version publié au journal officiel ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché. dans sa dernière version publié au journal officiel.

## **4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Représentation des parties**

Le pouvoir adjudicateur est la DRFIP 35.

Ce dernier notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ces derniers sont désignés à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de toute modification d'interlocuteur.

### **4.2 Formes des notifications et informations**

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Le présent marché étant entièrement dématérialisé, les échanges se font impérativement Via PLACE la plateforme des marchés publics de l'Etat.

En complément des dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont notifiés au titulaire par le maître d'ouvrage via la plateforme des marchés publics de l'Etat PLACE. Le titulaire doit le lui renvoyer signé électroniquement Via la même plateforme.

Toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché, doivent être approuvées par le maître d'ouvrage. En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### **4.3 Durée et Délais**

#### **4.3.1 Durée du marché**

La durée du marché débutera à la notification de l'ordre de service (OS) de début de travaux et s'achèvera à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement des travaux. Cette durée est fixée à (14 mois) .

Il s'agit d'un marché non reconductible.

#### **4.3.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution du marché sont fixés ci-dessous.

##### **4.3.2.1 Dispositions spécifiques concernant le démarrage des travaux**

Le démarrage des travaux s'effectue à compter de la date indiquée dans l'OS de début de travaux délivré par le maître d'œuvre.

##### **4.3.2.2 Délais d'exécution global du marché**

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution est fixé à 2 mois. Il devra être conforme au calendrier prévisionnel établi par le maître d'œuvre.

À l'issue de cette période s'ouvrira une année de garantie de parfait achèvement.

La date de fin de marché est une date au-delà de laquelle un ordre de service de prolongation serait nécessaire pour la poursuite de l'opération. Néanmoins, le délai d'exécution devra être celui fixé dans le calendrier des travaux. Le maître d'œuvre pourra



l'actualiser, en cours de chantier, après l'aval du pouvoir adjudicateur et en collaboration avec l'entreprise.

#### 4.3.2.3 Période de préparation

À compter de l'ordre de service de démarrage des travaux établi par le maître d'œuvre, le marché comprend une période de préparation d'une durée de trois semaines.

#### 4.3.2.4 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de 2 mois à compter de l'OS n°1 de début de travaux établi par le maître d'œuvre.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

#### 4.3.2.5 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par le maître d'œuvre sur la base des calendriers fournis par chacun des titulaires des lots. Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent, en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution, après accord du maître d'ouvrage.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à ou aux titulaires.

### 4.4 Modalités d'exécution du marché

#### 4.4.1 Accès au site

Les modalités et contraintes particulières d'accès au site seront précisées aux représentants des entreprises lors de la première réunion de lancement du chantier.

Le titulaire et ses personnels, le cas échéant leurs sous-traitants, devant avoir accès aux locaux et espaces du CFP de Vitré sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents du CFP de Vitré.

La non-application par les titulaires de chacun des lots et leur personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

Les entreprises devront vérifier toutes les difficultés éventuelles de transport et de livraison.

#### 4.4.2 Constat d'état des lieux

L'entreprise réalisera avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, un état des lieux du bâtiment et des abords avant intervention pour les travaux. Les frais de cet état des lieux seront à la charge des entrepreneurs. Un PV d'état des lieux devra être rédigé par les entrepreneurs avec photos et transmis au maître d'œuvre.

#### 4.4.3 Implantation des ouvrages

##### 4.4.3.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Sans objet

**4.4.3.2 Déclaration préalable de travaux**

Les travaux sont soumis à une déclaration préalable de travaux, celle-ci est de la compétence du maître d'œuvre.

**4.4.3.3 Piquetage général**

L'opération ne comprend pas de piquetage.

**4.4.3.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

L'opération ne comprend pas de piquetage spécial.

**4.4.3.5 Ouvrages non repérés**

Si des ouvrages sont découverts après la commande ou la signature du marché, le titulaire informe par écrit le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Les titulaires de chacun des lots du marché prendront toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

En cas de préjudice dûment prouvé par le titulaire d'un lot, le maître d'ouvrage l'indemnise.

**4.4.4 Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits****4.4.4.1 Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions proposées respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

**4.4.4.2 Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- la liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Les essais et vérifications seront rémunérés au prestataire qui les aura effectués.

#### **4.4.5 Appareil de mesure**

Les titulaires des lots feront leur affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

### **4.5 Préparation – coordination et exécution des travaux**

#### **4.5.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux**

##### **4.5.1.1 Période de préparation**

Dès, ordre de service il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître d'ouvrage :

- l'autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

Par le maître d'œuvre

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux.

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;

- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29.1 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, co-traitant, sous-traitant ;
- l'établissement et le dépôt du plan de retrait, dès, ordre de service de commencement (copies au maître de l'ouvrage) ;
- la transmission des modes opératoires à l'inspection du travail de Rennes, dès ordre de service de commencement (copies aux maîtres d'œuvre et de l'ouvrage).

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'ouvrage.

#### 4.5.1.2 Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Outre ces principes, les titulaires de chaque lot s'engagent à :

- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
- donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître d'œuvre ;
- viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS ;
- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

Le chantier n'est pas soumis aux dispositions du décret n°95-543 du 4 mai 1995, il n'y a donc pas de CISSCT.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

#### 4.5.2 Exécution des travaux

La description détaillée des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (« DRFIP35-MP-2025-002-VITRE-MAPA TOITURE CCTP ») joint à la présente consultation.

**4.5.2.1 Tâches essentielles**

Lorsque le titulaire en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, l'exécution de celles-ci sera à ses frais et risques conformément aux dispositions des articles 50 et suivants du CCAG de travaux.

**4.5.2.2 Réunions de chantier**

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre après consultation des parties.

Celui-ci pourra décider, le cas échéant, de convoquer les représentants des entreprises à des réunions supplémentaires si une raison technique ou organisationnelle l'impose. Il préviendra de même les entreprises si une réunion est annulée ou déplacée.

Toute absence ou retard du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué pourra être pénalisée. Les pénalités sont de 50 € HT par absence. Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à l'application des pénalités s'il est prévenu de l'absence en amont.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

NB : cet article déroge à l'article 3.9 du CCAG-Travaux

**4.5.2.3 Registre de chantier**

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

**4.5.3 Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détails**

L'élément de mission EXE est confié à chacun des titulaires des lots. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître de l'ouvrage.

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation ;
- aux ouvrages provisoires ;
- aux moyens de chantier.

Les documents (plans, notices...) seront transmis, par tout moyen, au maître d'œuvre et au contrôleur technique, 8 jours avant le démarrage des travaux correspondants.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad,
- Les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf -

Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, sera à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG -Travaux, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'ouvrage sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

#### **4.5.4 Équipements, matériaux et produits**

À la demande du maître d'ouvrage, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

#### **4.5.5 Échantillons**

Conformément à l'article 24.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de fournir dans un délai de 15 jours à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

Les échantillons sont entreposés dans le local fixé par le maître d'ouvrage et, le cas échéant, sont présentés dans le cadre du bureau local témoin.

Lorsque les documents du marché prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

#### **4.5.6 Prototypes et propriété intellectuelle**

Sans objet.

### **4.6 Contrôles et réception des travaux**

#### **4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés**

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre.

#### **4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

#### **4.6.3 Réception**

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

#### **4.6.4 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Sans objet

#### **4.6.5 Documents fournis après exécution**

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents devront être remis selon les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux.

Le titulaire remet au maître de l'ouvrage tous les documents, sous la forme de fichiers informatiques en permettant la reproduction. Seuls les formats et caractéristiques des

fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

#### **4.7 Clauses environnementales**

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisées dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Une attention particulière sera portée dans le calcul de la pondération du sous-critère 1 de la valeur technique sur l'empreinte carbone des approvisionnements envisagés.

#### **4.8 Traitement de données à caractère personnel**

Sans objet.

### **5 RÉGIME FINANCIER**

#### **5.1 Monnaie et TVA**

##### **5.1.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

##### **5.1.2 Taux de TVA**

Le présent marché est soumis à TVA selon les normes et réglementations en vigueur.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

##### **5.1.3 Auto-liquidation**

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

##### **5.1.4 Frais particuliers**

Sans objet.

#### **5.2 Forme et contenu des prix**

##### **5.2.1 Forme des prix**

Les prix sont forfaitaires.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de la décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire fournit dans un délai de 3 jours les sous-détails du prix unitaire qui lui seront demandés.

### **5.2.2 Contenu des prix**

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux.

En application de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, « Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice ». Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur et sont réputés comprendre la totalité des prestations et des fournitures nécessaires à la bonne et entière réalisation de l'objet du marché.

Les répercussions sur le prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées.

Le paiement du marché est donc exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la mission. Le prestataire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la prestation.

Le titulaire est également réputé avoir une connaissance suffisante du terrain d'implantation des ouvrages pour proposer un prix adapté.

Toute prestation non réalisée fait l'objet d'une réfaction du montant du marché du titulaire.

## **5.3 Nature des prix**

Les prix sont fermes et définitifs sur la durée du marché.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025 ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix en détails figurent dans l'offre financière, annexe 1 de l'Acte d'engagement (Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

## **5.4 Actualisation des prix**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-11 du Code de la commande publique, les prix sont actualisables si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et le début de l'exécution de la prestation.

Les prix sont actualisés par l'application au(x) prix du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 ( BT_{n-3}/BT_0 )$$

BT 30 Couverture en ardoise de schiste

Les index sont publiés sur les sites suivants :

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html>

et

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>

## **5.5 Révisions des prix**

Sans objet



## 5.6 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut faire l'objet de clauses de réexamen.

Les parties conviennent qu'il peut y avoir réexamen des dispositions du marché et/ou des prix à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Et sous réserve que les modifications sollicitées ne résultent pas d'une faute du titulaire, les parties doivent se rencontrer dès que possible et au plus tard dans le mois à compter de la survenance de l'événement pour revoir, le cas échéant, les termes du présent marché.

Le marché peut faire l'objet d'un réexamen par les parties dans les cas suivants :

- une modification de la législation et/ou de la réglementation ayant des conséquences sur l'exécution du marché ;
- une évolution technologique rendant nécessaire la modification du DPGF (annexe 1 de l'Acte d'Engagement).

« DRFIP35-MP-2025-002-VITRE-TOITURE-AE\_Annexe1 »

(par exemple, substitutions d'un modèle à l'autre ou ajouts d'un nouveau matériel) ;

- la disparition d'un indice utilisé dans la formule d'actualisation de prix du présent marché ;
- les parties se concertent pour procéder au réexamen et, le cas échéant, trouver un accord, sur les éventuelles modifications à apporter au marché ;
- la modification du marché donne alors lieu à un accord de volonté matérialisé par un avenant, quel que soit le montant de la modification apportée ;
- dans le cas où un accord ne saurait être trouvé entre les parties, le marché peut alors être résilié par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

## 5.7 Cession de créance et nantissement

Conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique et afin de permettre au titulaire de céder ou nantir sa créance relative au présent marché, le pouvoir adjudicateur, sur demande expresse du titulaire, lui remet les documents suivants selon les modalités du Code :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Le titulaire doit effectuer sa demande par courrier électronique à l'adresse suivante :

[sandra.mace@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sandra.mace@dgfip.finances.gouv.fr)

## 5.8 Garantie financière

En application des articles R 2191-31 à 35, des garanties financières sont mises en place afin de protéger l'acheteur public contre toute défaillance de la part du titulaire. Conformément aux dispositions en vigueur, le titulaire est tenu de constituer une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché, ramené à 3 % pour les petites et moyennes entreprises.

Cette somme sera prélevée sur chaque acompte et est destinée à couvrir les éventuelles réserves formulées lors de la réception des prestations et pendant un délai de garantie d'un an suivant cette réception

.Le titulaire a la possibilité de remplacer cette retenue de garantie par une garantie à première demande émise par un établissement agréer, à la condition que cet engagement soit irrévocable, inconditionnel et qu'il couvre la totalité de la période garantie.

La levée de ces garanties interviendra après l'achèvement de toutes les prestations et la levée de toutes les réserves.

## **6 MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **6.1 Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (articles R. 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de trente (30) jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution des marchés au titre desquels est accordée cette avance.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R. 2191-4 à R. 2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à vingt pour cent (20 %) du montant initial (TTC) du marché si le délai n'excède pas 12 mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois selon la formule :

Avance pour marchés > à 12 mois = 20 %  $((12 \times Mi) / \text{nb de mois du marché})$

(Mi : montant initial du marché TTC)

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint soixante-cinq (65) pour cent du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint quatre-vingts (80) pour cent du montant toutes taxes comprises du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **6.2 Approvisionnement**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

### **6.3 Établissement des états d'acompte**

Les dispositions de l'article 12 du CCAG de Travaux sont applicables à l'exception des dérogations suivantes :

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le Représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint au projet de décompte une attestation portant obligatoirement la mention « AUTO LIQUIDATION » en indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'auto liquidation.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG-Travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTO LIQUIDATION », jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'auto liquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans les articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles et au projet de décompte (articles R.2192-17).

#### **6.4 Demande de paiement final**

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final.

S'il est constaté l'absence de certaines pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG-Travaux, le projet de décompte final est adressé au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

#### **6.5 Décompte général – Solde**

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le Représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le Représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire notifie au Représentant du pouvoir adjudicateur, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ces documents, le Représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si, dans un délai de 10 jours, le Représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire du lot concerné à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG-Travaux.

## **6.6 Modalités de transmission des demandes d'acomptes et factures**

Les factures seront établies après l'exécution de chacune des prestations prévues à la décomposition du prix global et forfaitaire (Annexe 1 de l'Acte d'Engagement) et transmise via CHORUS PRO au Maître d'oeuvre pour Visa.

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations correspondantes.

Les demandes de paiement sont à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur le portail internet « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr>) conformément aux dispositions de l'ordonnance 2021-1190 du 15 septembre 2021 complétée et précisée par l'article 91 de la Loi de Finances pour 2024.

Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation de la facturation électronique :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour déposer les factures électroniques sur Chorus Pro, vous devez utiliser l'onglet « Facture émise » et identifier la DRFIP35 par le code structure (= n° de SIRET État 110 002 011 000 44) et le code service (= code service exécutant du SFACT : CGF0000035).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Les coordonnées bancaires du titulaire ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'Engagement Juridique (EJ) attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

## **6.7 Délai global de paiement**

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique.

En application des dispositions de l'article R.2192-10 du CCP, le délai global de paiement des sommes dues au titulaire est de trente (30) jours à compter de la date de réception, par le pouvoir adjudicateur, du décompte périodique ou de l'état de solde.

En cas de dépassement de ce délai, le titulaire a le droit à des intérêts moratoires et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 € (article D. 2192-35 du CCP).

Le taux applicable est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du CCP.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une fois par l'ordonnateur avant l'ordonnancement ou le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de trente (30) jours est ouvert.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

## **6.8 Paiement des co-traitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

## **6.9 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **6.10 Travaux non prévus**

### **6.10.1 Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution**

En complément des dispositions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut demander par Ordre de Service (OS) une proposition de prix pour des prestations supplémentaires ou modificatives avant l'Ordre de Service visé à l'article 13.1 du CCAG-Travaux.

En cas de demande de la part du maître d'ouvrage, d'étude ou de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'Ordre de Service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti (1 mois), le maître d'œuvre lui notifiera par Ordre de Service un prix d'attente.

### **6.10.2 Travaux modificatifs**

En complément de l'article 13 du CCAG-Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'ouvrage des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises par la maîtrise d'œuvre.

Elles définiront :

- le fait générateur des travaux non prévus ;
- la définition des travaux non prévus ;
- le montant de ces travaux.

L'entreprise doit fournir un devis de travaux. Le devis émis par l'entreprise reprend les prix du marché prévus dans le DPGF ou sont susceptibles de négociation si ce n'est pas le cas.

Le devis remis par l'entreprise et accepté par le pouvoir adjudicateur ou son représentant vaut état supplémentaire de prix forfaitaire. La fiche de travaux modificatifs signée par les trois parties vaut ordre de service de réalisation.

Elle est finalisée par un avenant pour en permettre le paiement.

### **6.10.3 Dépassement du montant initial des travaux, décision de poursuivre**

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation au 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un Ordre de Service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. A défaut d'une telle décision de poursuivre, les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies par le dépassement du montant prévu par le marché. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des articles 14 et 15 du CCAG-Travaux. Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

### **6.10.4 Prestations similaires**

Sans objet.

## **7 PRIMES ET PÉNALITÉS**

### **7.1 Primes**

Il n'est pas prévu de prime.

### **7.2 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

La révision des prix ne s'applique pas aux pénalités.

#### **7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

Du simple fait de la constatation, par le maître d'ouvrage, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de 200 € HT par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.



Cette pénalité sera appliquée en cas de retard en cours d'exécution des travaux constaté par référence au calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation de chantier et éventuellement modifié par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire sera exonéré de pénalités en cas de circonstances indépendantes de sa responsabilité et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels (Approvisionnement de matériaux et matériels). Dans ce cas, le titulaire devra fournir par écrit les justificatifs de ses fournisseurs.

### **7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier**

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 50 € HT.

### **7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

En cas de retard constaté par le maître de l'ouvrage dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

### **7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents**

#### **Documents et échantillons à fournir avant exécution des travaux :**

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

#### **Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution des travaux :**

En cas de retard constaté par le maître d'ouvrage dans la remise de documents ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

#### **Documents à fournir après l'exécution des travaux :**

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux (Cf. CCTP), le titulaire peut encourir une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

#### **Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance :**

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100 € HT par jour calendaire de retard.

### **7.2.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS**

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes-rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de 100 € HT par jour calendaire à compter de la notification des consignes.



La même pénalité sera appliquée par jour calendaire de retard si l'entrepreneur (titulaire ou sous-traitant) ne prend pas rendez-vous avec le CSPS pour effectuer les visites préalables à son intervention dans les 8 jours suivant l'ordre de service de démarrage ou la notification de la DC4.

### **7.2.6 Retard dans les levées de réserves après réception**

En cas de retard dans la levée des réserves après réception des prestations, le titulaire n'ayant pas satisfait à l'ensemble de ses obligations contractuelles dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur lors de la réception des bâtiments modulaires se verra appliquer une pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard.

### **7.2.7 Autres pénalités**

#### **Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance :**

En cas de retard de production des attestations d'assurance au pouvoir adjudicateur dans les 15 jours de la notification du marché ou suivant sa demande sous quelque forme que se soit, il pourra être appliqué une pénalité ou une retenue de 50 € HT par jour calendaire de retard jusqu'à la production des pièces.

#### **Sous-traitance non déclarée :**

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

#### **Pénalité pour travail dissimulé :**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 500 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **7.2.8 Plafonnement des pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

### **7.2.9 Seuil d'exonération des pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant, sauf remise décidée par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la réception du chantier.

**L'ensemble de ces pénalités sont, dans un premier temps, appliquées de façon provisoire sur les acomptes versés au titulaire. Le pouvoir adjudicateur décide par la suite de les rendre définitives ou de lever leur application. Cette décision est prise au plus tard lors de l'établissement du solde.**

## **8 RÉFACTION**

Si la qualité des services fournis ne correspond pas aux conditions fixées par le présent marché, il peut être appliqué une réfaction qui consiste en une réduction sur le montant de la prestation, appréciée par le représentant du pouvoir adjudicateur selon l'étendue des imperfections constatées.

## **9 GARANTIES**

### **9.1 Retenue de garantie et cautionnement**

Une retenue de garantie est appliquée suivant les dispositions définies aux articles L. 2191-7 et R. 2191-32 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

Le montant de la retenue de garantie est de 5 % (taux maximum) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, ce taux est de 3 % (taux maximum).

Le titulaire du marché peut, pendant toute la durée du marché, substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

### **9.2 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières**

#### **9.2.1 Garantie de parfait achèvement**

Le maître de l'ouvrage procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

#### **9.2.2 Garanties particulières**

Sans objet.

### **9.3 Responsabilité et assurances**

#### **9.3.1 Responsabilité**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

#### **9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurances doivent couvrir de façon précise la méthodologie employée sur le chantier.

Le titulaire justifie de son contrat d'assurance individuel de responsabilité civile par une attestation d'assurance précisant la nature et le montant des garanties.

Ces garanties sont prévues par sinistre pour la période avant réception et par sinistre et par an après réception.

#### **9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale**

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun ;
- garantie de bon fonctionnement de 2 ans des éléments d'équipement visés à l'article 1792-3 du Code civil ;
- dommages aux existants ne relevant pas de l'assurance obligatoire.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage. Le montant maximum ne devra pas être inférieur au coût du marché du titulaire.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

### **9.3.4 Dispositions communes**

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception d'une demande de la DRFIP 35.

En cas de groupement, ces dispositions s'appliquent à chacun des co-traitants.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation.

Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurance et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurance (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur.

## **10 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION**

### **10.1 Justificatifs sociaux**

En application de l'article R. 2143-8 du code le titulaire produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et D. 8222-8 du Code du travail, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par la réglementation. Ces documents sont transmis par le titulaire par voie postale au maître d'ouvrage de l'opération, et par courriel au représentant de la DRFIP 35 dont les coordonnées seront communiquées lors de la réunion de lancement du chantier.

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- l'attestation sociale à jour (Urssaf ou autre, à télécharger sur net-entreprises ou urssaf.fr par exemple) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour la DRFIP 35.

Ainsi que les documents suivants :

- l'attestation sociale annuelle « marchés publics » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle ;

Le défaut de fourniture de ces pièces, après une mise en demeure adressée au titulaire par la DRFIP35, peut entraîner la résiliation du marché.

### **10.2 Modifications relatives à la situation au titulaire du marché**

Le titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société (changement de dénomination sociale, fusion, absorption...) y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

#### **10.2.1 En cas de changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait KBIS mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais ainsi qu'un RIB le cas échéant. Un avenant au marché sera rédigé.

#### **10.2.2 En cas de nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire**

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur et constatées de manière expresse par la DRFIP 35 (modification prévue à l'article R. 2194-6 du code, acte spécial signé).

Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé, notamment : copie de l'annonce légale, pouvoir de la personne habilitée à engager la société, RIB, extrait KBIS, attestations fiscales et sociales, attestation sur l'honneur signée indiquant que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner, justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel à la concurrence relatif au marché, etc.

### **10.3 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **11 CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

### **11.1 Co-traitance**

Si l'opérateur économique s'est présenté sous la forme du groupement conjoint, le mandataire est solidaire.

Le mandataire du groupement conjoint est ainsi solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

### **11.2 Sous-traitance**

Si le titulaire envisage de confier au cours du marché l'exécution de certaines prestations à un ou à plusieurs sous-traitants, celui-ci doit obtenir préalablement à toute intervention du sous-traitant, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur. Pour ce faire il fournira impérativement au pouvoir adjudicateur un formulaire DC4 dûment établi et signé par le représentant du sous-traitant et lui-même.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Dans le cadre d'une sous-traitance ayant trait à l'amiante (désamiantage ou travail sur matériaux amiantés, le sous-traitant doit avoir au même titre que le titulaire la qualification pour travaux en sous-section 3 (dans le cadre d'un désamiantage) ou sous-section 4 (dans le cadre d'un travail sur matériaux amiantés) amiante.

La déclaration de sous-traitance sera accompagnée de documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières de la société présentée pour la réalisation des prestations sous-traitée (par exemple, une liste de référence, des certificats de capacités professionnelle, le chiffre d'affaires global annuel, les moyens humains, techniques ou matériels, etc.). L'ensemble des éléments nécessaires à remettre à l'appui de la demande de sous-traitance sont mentionnés à l'article R. 2193-3 du Code.

Le titulaire présentant un sous-traitant pendant l'exécution du marché, envoie la déclaration de sous-traitance en originale ainsi que l'ensemble des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante (ou remet les documents à l'acheteur contre récépissé) :

Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine

A l'attention de Mme Sandra MACE.

Responsable de la division Budget Immobilier Logistique

Cité Administrative – Avenue Janvier – BP 72 102

35 021 Rennes Cedex 9

Une copie de la déclaration de sous-traitance signée (DC4) et des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant est envoyée parallèlement par courrier électronique aux adresses suivantes :

Ce formulaire devra être impérativement signé électroniquement.

[thierry.berard@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:thierry.berard@dgfip.finances.gouv.fr) et [marie-annick.dufour@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:marie-annick.dufour@dgfip.finances.gouv.fr)

La sous-traitance est prévue conformément aux dispositions des articles R.2193-3 à R.2193-22 du code.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le recours à un intervenant extérieur par le titulaire ne peut donner lieu à une modification des tarifs horaires appliqués.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur notifie la copie de l'acte spécial de sous-traitance uniquement au titulaire du marché.

## **12 RÉSILIATION**

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-Travaux. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner :

En application de l'article L.2395-2 du code, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 et L.2341-5, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG-Travaux.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

## **13 DIFFÉRENDS – LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché et qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues à l'article 55 du CCAG-Travaux, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative de Rennes.

Le maître de l'ouvrage et le titulaire déclarent élire domicile à leur siège respectif et s'en remettre au tribunal administratif de Rennes pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Rennes est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Coordonnées du Tribunal Administratif de Rennes :

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS 44 416

35 044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

## **14 CLAUSES DIVERSES**

### **14.1 Conduite des prestations dans un groupement**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG-Travaux sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-Travaux, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 50.3) et les autres cas de résiliation (art. 50.1 & 50.2) s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

### **14.2 Saisie-arrêt**

Si le marché est conclu avec un groupement de co-traitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiqué la saisie-arrêt du chef d'un des co-traitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

## **15 ANNEXES**

Sans objet.



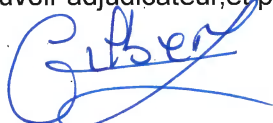
## 16 DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Articles du CCAG-Travaux 2021 auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant les dérogations	
3.8	4.2	Formes des notifications et informations
28.2.2	4.5.1.1	Période de préparation
3.9	4.5.2.2	Réunions de chantier
29.1.4	4.5.3	Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détails
40	4.6.5	Documents fournis après exécution
10.4	6.2	Approvisionnement
12.1.1 12.1.8 12.2.1 12.2.2	6.3	Établissement des états d'acompte
12.3.2 55	6.4	Demande de paiement final
12.4.2 12.4.4	6.5	Décompte général – Solde
14.4.3	6.10.3	Dépassement du montant initial des travaux, décision de poursuivre
19.2.3	7.2.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux
19.2.2	7.2.8	Plafonnement des pénalités
19.2.1	7.2.9	Seuil d'exonération des pénalités

Arrêté le présent CCAP

À RENNES, le 22 Août 2025

Le représentant du pouvoir adjudicateur, et par délégation



Mme Nadine GILBERT

Adjointe au Responsable de la division Budget Immobilier Logistique

Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne  
et du département d'Ille-et-Vilaine